

L'économie française tourne au ralenti

L'activité s'est contractée au quatrième trimestre (-0,1%), et le produit intérieur brut n'a crû que de 1,2% en 2019

C'est un coup de semonce : la France n'est pas immunisée contre les effets du ralentissement économique mondial. Au quatrième trimestre de 2019, et à la surprise générale, l'activité s'est contractée de 0,1%, après une croissance de 0,3% au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année écoulée, le PIB affiche une progression limitée à 1,2%, marquant une réelle décélération par rapport à la croissance de 2018 (1,7%) et de 2017 (2,4%).

Décembre et ses grèves ont donc eu sur l'économie française un impact bien plus fort que prévu. Le recul du PIB trouve son origine dans un déstockage massif du côté de l'industrie (-0,4%) qui traduit un ralentissement, voire un coup d'arrêt de la production. « Certaines infrastructures comme les ports, le réseau ferroviaire et les dépôts de carburant ont été perturbés. Face à ces difficultés d'approvisionnement, la production industrielle a baissé en décembre et les entreprises ont dû puiser dans leurs stocks pour répondre à la demande », a réagi le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, vendredi 31 janvier.

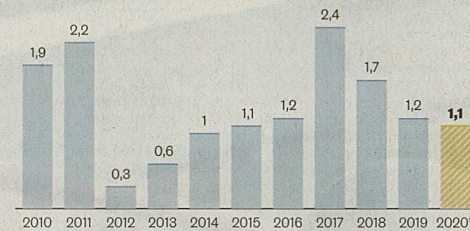
« La perception d'une incertitude plus forte pour les mois à venir tant à l'échelle locale qu'internationale a incité les chefs d'entreprise à la fois à réduire les stocks afin de limiter leurs coûts et à repousser leurs investissements », observe pour sa part Philippe Waechter, économiste en chef chez Ostrum Asset Management.

Le ralentissement de 2019 s'explique par les tensions commerciales internationales qui ont affecté les principaux partenaires économiques du pays, au premier rang desquels l'Allemagne. Celle-ci, dont l'industrie automobile a beaucoup souffert, n'affiche qu'un petit 0,6% de croissance pour 2019, après 1,5% en 2018.

Comparé à ses voisins, la France a bénéficié en 2019 des mesures de pouvoir d'achat prises fin 2018 pour répondre à la crise des « gilets jaunes », soit 17 milliards d'euros (dont 10 milliards consacrés au soutien du pouvoir d'achat). Résultat : la consommation des ménages a plutôt bien résisté sur l'ensemble de l'année. Les entreprises, elles, ont profité de la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en allègements de charges

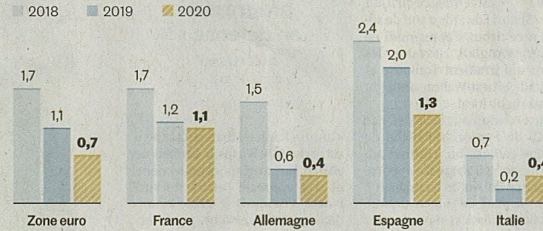
L'économie continue de ralentir...

Croissance annuelle du PIB, en %



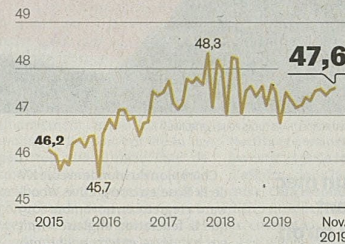
... mais résiste par rapport aux autres pays européens

Variation annuelle du PIB, en %



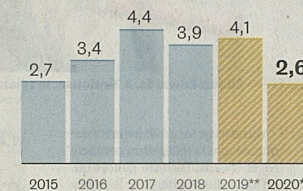
La consommation des ménages se tient

Consommation des ménages, en milliards d'euros



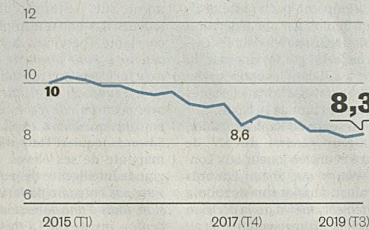
Les entreprises ont augmenté leurs investissements en 2019

Investissement des entreprises non financières, en %



Le chômage décroît

Taux de chômage trimestriel, au sens du BIT, en %



* Estimation Banque de France ** Prévisions Insee

Infographie : Le Monde • Sources : INSEE, EUROSTAT, INE, DESTALIS, ISTAT

sociales pour investir et embaucher. Avec 263 000 créations net de postes en 2019 – « une performance exceptionnelle », selon Patrick Artus, économiste en chef chez Natixis –, la croissance s'est largement traduite en emplois.

Gains de pouvoir d'achat

Tous les secteurs économiques et toutes les régions en ont bénéficié, et les emplois eux-mêmes sont de meilleure qualité : les CDI augmentent, tandis que les fins de CDD et les fins de missions d'intérim diminuent. « On assiste peut-être à un effet de rétention de la main-d'œuvre, qui peut également contribuer à expliquer la dynamique de l'emploi », avance Denis Ferrand, directeur général de Rexecode. Compte tenu des difficultés de recrutement dans cer-

tains secteurs, les entreprises peuvent en effet hésiter à se séparer de salariés qu'elles ont eu du mal à trouver.

En dépit de gains significatifs de pouvoir d'achat, les Français, toujours très prudents, continuent d'épargner plus que nécessaire. « Le taux d'épargne est à 15% environ, alors qu'il devrait être à 14% », note Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. « Sans doute parce qu'ils ont le sentiment que les gains fiscaux d'aujourd'hui pourraient leur être repris demain. » Autre explication : la baisse des taux d'intérêt (et donc des revenus des placements), qui fait que le bas de laine des Français s'arrondit moins qu'ils ne l'avaient prévu ou espéré. « Dans ce cas, il peut y avoir un effet de revenu, c'est-à-dire que l'on épargne davantage

pour compenser ce moindre rendement », explique M. Artus.

Cependant, les Français devraient desserrer les cordons de la bourse en 2020 et consommer davantage. Déjà, les achats de biens durables connaissent un net regain (2,5%) depuis juin 2019, et la tendance devrait se poursuivre. Autre signal encourageant, l'indice du moral des ménages a progressé de deux points en janvier 2020, gommant presque le recul de décembre dû aux grèves.

De quoi rester optimiste pour 2020. Pour Bercy, la déception de décembre « ne remet pas en cause les fondamentaux de la croissance française, qui sont solides ». A condition que le ralentissement reste passager. « La question est de savoir si ce comportement des industriels est spécifique à la France et

Le recul du PIB trouve son origine dans un déstockage massif du côté de l'industrie

lié aux grèves, ou bien si c'est commun à tous les pays européens. Dans ce cas, ce serait très inquiétant », avertit Mathieu Plane.

Point rassurant, les indicateurs industriels ont légèrement rebondi en janvier dans l'Hexagone et la bonne orientation de l'investissement semble indiquer que « les entreprises ne se projettent pas dans une situation durablement mauvaise ». L'autre incon-

gne concerne le taux d'inflation, qui reste faible au regard de la hausse des salaires. Tout se passe comme si les entreprises ne répercutaient pas la hausse des coûts sur leurs prix, rognant de fait sur leurs marges – une situation intenable pour elles à long terme, mais plutôt favorable aux consommateurs à court terme.

Le dernier point d'interrogation tient aux conséquences de l'épidémie de coronavirus sur l'économie mondiale. La durée de cette crise sanitaire et son impact sur la Chine, deuxième puissance économique de la planète, laissent planer le spectre d'un ralentissement encore plus prononcé qu'attendu. Avant qu'elle éclate, la Banque de France misait sur une croissance limitée à 1,1% en 2020. ■

BÉATRICE MADELINE